

OPÉRATION PORTES OUVERTES : LES AFFAIRES REPRENENT !

avril 2020

Depuis plusieurs jours, les réouvertures de bureaux de Poste se multiplient. Les directions du Réseau se lancent dans une reprise d'activité, qui est tout sauf progressive. On ne change pas une équipe qui gagne : ces décisions sont prises au mépris des conditions de travail des postier-es et de leur sécurité. C'est encore et toujours la course aux profits qui prime !

Des précautions sanitaires suffisantes...

Vraiment ?

A en croire les déclarations de Philippe Wahl devant l'Assemblée nationale et dans la presse, les moyens seraient au rendez-vous pour assurer la santé des postier-es. Dans le même temps, il précise qu'« *il y a cinquante bureaux qui ferment tous les jours à cause d'un cas de coronavirus* ». Pas besoin d'être expert en mathématiques pour en déduire qu'à mi-avril plus de 1300 bureaux sont ou ont été fermés, même ponctuellement. Mais surtout, cela veut dire qu'au moins 1300 agents ont été suspectés d'être contaminés, ainsi que les collègues avec lesquelles ils ont été quotidiennement en contact ! Et dans certains bureaux, la contamination au travail a été bien réelle... Alors si pour certains les mesures prises par La Poste apparaissent "suffisamment substantielles, variées et concrètes", dans les faits elles ne permettent pas de garantir la protection des personnels du Réseau.

Ouvrir des bureaux, mais sans moyen !

Après une première phase durant laquelle le nombre de bureaux a été restreint, il semble désormais urgent d'en rouvrir un maximum. L'objectif est clair, 5000 bureaux doivent être accessibles fin avril. Les listes arrivent pour chaque DR, sans la moindre discussion avec les personnels ou leurs représentant-es. Plus de 800 bureaux ont ainsi rouvert en seulement une semaine. Le fonctionnement en brigade, qui limitait les risques de contamination et permettait au personnel de souffler un peu, est de fait remis en cause. Les moyens de protection sont pourtant toujours insuffisants, comme la désinfection des locaux. 1/3 des agents du Réseau sont aujourd'hui en arrêt, les 2/3 restants étant au bord de l'épuisement.

Mais la direction du Réseau n'y voit aucun problème et sa seule pré-occupation c'est qu'il n'y ait pas de gardes d'enfants « abusives » !

Quand les médias font du postier-es bashing...

La direction reste muette !

Les articles de presse et reportage télé conspuant les postier-es se sont récemment multipliés. Sans provoquer aucune réaction de soutien de nos patrons ! Les services et offres commerciales du groupe font toujours la une, mais pas un mot sur celles et ceux qui les assurent chaque jour. Pas un mot non plus sur les "missions essentielles" de La Poste pendant la période, alors que l'ordonnance en référé du 9 avril du tribunal de Paris l'y oblige. Ce silence sélectif entretient la grogne des usagers, qui se transforme parfois en agressions. En laissant la main à chaque Secteur pour définir la liste des opérations réalisables par bureau, la direction entretient la confusion. A cela s'ajoute une gestion de crise désastreuse dans les instances courrier et colis. Entre les objets stockés dans des bureaux fermés, transférés, égarés, c'est un bazar tout sauf joyeux que les collègues doivent tenter de gérer !

Comme si ça ne suffisait pas, dans moins de 15 jours, il faudra gérer une nouvelle période de prestations sociales, avec encore moins de moyens. Les postier-es du Réseau payent le prix fort de la politique menée par la direction du Réseau et des milliers de suppressions d'emplois de ces dernières années.

Les chargé-es de clientèle sont en première ligne pour tenter de faire face à cette crise. Avec les moyens du bord et des directions qui jouent aux apprentis sorciers avec les organisations de travail... Quant aux dirigeants, ils ne perdent pas de vue les "formidables opportunités qu'offre cette crise" repris en chœur dans toutes les Branches...

A SUD PTT, on ose simplement rappeler que le confinement court jusqu'au 11 mai, au moins ! Nous sommes toujours sur le « plateau » de la pandémie : la santé des personnels doit être la priorité.

Nous osons aussi rappeler que c'est toujours par l'action collective que nous avons obtenu de réelles améliorations de nos conditions de travail, avant et pendant cette crise... et ce sera le cas aussi après !



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

Union
syndicale
Solidaires